Armée et politique en Turquie (1908-1980)

Hamit Bozarslan

« … durant les dernières années de la révolution, un nouveau type national, portant la ceinture [militaire], le kalpak [couvre-chef haut] et les bottes a émergé. En douze ans, ce type a déclenché deux révolutions et géré trois grandes guerres. […] De tous les points de vue, il est devenu le seul organe de la nation turque qui fonctionne… »

Yakup Kadri Karaosmanoğlu, romancier et idéologue kémaliste [1]

L'armée turque est généralement considérée comme une structure stable, autonome et autocentrée au sein de la société turque postottomane. Pourtant, en analysant tout au long du 20e siècle les secousses et les débats qui la traversent, Hamit Bozarslan montre que l'institution militaire turque n'est pas exempte de tensions, de contradictions et de fragmentations internes. En permanente interaction avec les crises sociales et politiques successives, l'institution militaire se révèle finalement être un excellent observatoire de l'histoire turque au 20e siècle.

Quelques repères en guise d'introduction

De 1908 aux années 1980, l'institution militaire en tant que corps uni ou certains segments d'officiers dissidents occupent une place centrale dans l'espace politique ottoman ou turc. En juillet 1908, l'insurrection des officiers affiliés au Comité Union et Progrès basés en Macédoine, menaçant de marcher sur la capitale, aboutit à la restauration de la Constitution ottomane suspendue depuis 1877. Un an après, une « armée de l'Action » (*Hareket Ordusu*) réprime dans le sang l'insurrection des soldats du rang à Istanbul et détrône Abdülhamid II. Le troisième acte de cette première série d'interventions militaires est également signé par les officiers du Comité Union et Progrès. Le coup d'État qu'ils organisent en plein jour après la débâcle ottomane de la Première Guerre balkanique (25 janvier 1913) débouche sur la mise en place d'un régime de parti unique dirigé par une troïka regroupant Talat Pacha (1874-1921), ministre de l'Intérieur (puis Premier ministre à partir de 1916), Cemal Pacha (1872-1922), ministre de la Marine et Enver Pacha (1881-1922), ministre de la Guerre. Moins de deux ans après, les « Trois Pachas » décident de l'entrée de l'Empire ottoman dans la Grande Guerre sans prendre la peine d'informer le Sultan, le Premier ministre en titre Said Halim Pacha (1863-1921) ou encore le Parlement.

Si la défaite ottomane à la fin du mois d'octobre 1918 provoque une désintégration quasi totale de l'armée ainsi que l'émergence de milices plus ou moins privées, la guerre d'Indépendance que mena Mustafa Kemal (1881-1938) entre 1919 et 1922 contre les troupes grecques en Anatolie permet la mise en place d'un État centralisé ayant autorité sur les militaires. La soumission de l'armée au pouvoir tout au long de la période kémaliste (1922-1945), apparaît rétrospectivement comme une exception. En effet, la période

(1) Yakup Kadri Karaosmanoğlu, *Ergenekon : Milli Mücadele Yazıları* (Ergenekon : textes sur la Lutte nationale), Istanbul, Remzi Kitabevi, 1973, p. 84.

de multipartisme, inaugurée après la Seconde Guerre mondiale et à laquelle la Turquie ne participa pas est marquée par la constitution de nombreux comités militaires clandestins ainsi que par trois coups d'État suivis de régimes militaires (1960-1961, 1971-1973, 1980-1983). L'armée continue d'ailleurs d'exercer une réelle tutelle sur les gouvernements civils entre 1980 et 2000, et gère directement la politique kurde et le dossier d'*irtica* (« réaction religieuse »), terme désignant l'islamisme [1]. Enfin, elle maintient sous pression le gouvernement de l'AKP, parti conservateur issu de l'islamisme arrivé au pouvoir en 2002, avant de perdre (du moins provisoirement) la bataille pour l'hégémonie dans la société à partir de 2007. La découverte d'une myriade de documents attestant de ses préparatifs en vue de coups d'État avortés, a provoqué un grand émoi au sein de l'opinion publique et, fait inédit dans l'histoire de la Turquie, a permis l'arrestation, puis la condamnation, de très nombreux généraux, dont certains toujours officiellement en activité.

Le cadre de cet article ne nous laisse pas le loisir d'analyser ce long siècle dans toute sa complexité [2], et encore moins de nous intéresser aux modes de socialisation interne de l'armée, ou à sa « mise en scène » sociale à travers les cérémonies militaires, les funérailles des « martyrs » et la célébration des jeunes recrues [3]. Nous limitant aux seules décennies 1908-1980, nous proposerons ici une lecture des dynamiques non seulement de continuité, mais aussi de rupture et de reconfiguration à l'œuvre dans l'action politique des militaires. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle, d'une part, l'armée dispose d'importants moyens de contrainte et d'action lui conférant un statut exceptionnel au sein de l'État. Tout au long de cette période, elle est en mesure de se reproduire ou de se « régénérer » par des mécanismes de recrutement et de cooptation opaques ainsi que par des purges institutionnalisées, sans être nullement soumise au contrôle du pouvoir civil. De même, son budget, également opaque, est directement géré par le haut commandement qui a, de fait ou de droit, pour mission de « protéger » l'ordre, constitutionnel ou républicain, si nécessaire contre le pouvoir élu. D'un autre côté, cependant, l'institution militaire manque souvent de cohésion interne et ses interventions, directes ou indirectes, sont autant de réponses aux crises politiques internes, qu'elle peut porter à leur paroxysme [4], mais qu'elle ne maîtrise pas toujours. Son autonomie, pourtant bien réelle, se voit souvent réduite par les effets imprévus des décisions qu'elle prend. S'il n'y a pas de doute qu'elle dispose d'un « esprit de corps », d'une idéologie, nationaliste ou kémaliste, dont elle est le principal socle et l'ultime bastion, ainsi que d'une unité organique *ad minima* lui permettant de s'imposer comme une oligarchie financière et un parti politique selon les moments [5], elle ne peut pour autant se légitimer par une posture supra-sociale, supra-politique [6] exclusive et elle doit par conséquent interagir avec d'autres acteurs issus de l'État ou de la société.

(1) « Military Document : "New War of Liberation Against Islamists" », *Turkish Daily News*, 9 janvier 1999.

(2) Lire Semih Vaner, « La démocratie et l'autoritarisme vont de pair », in *id.* (dir.), *La Turquie*, Paris, Fayard, 2005, p. 151-191 ; Levent Unsaldı, *Le Militaire et le politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2005.

(3) Sümbül Kaya, « La fabrique du "soldat-citoyen" à travers la conscription en Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, numéro spécial « Surveiller, normaliser, réprimer », 8 (8), 2009, http://ejts.revues.org/index2922.html.

(4) Hamit Bozarslan, « La crise comme instrument politique en Turquie », *Esprit*, 1, 2001, p. 145-157.

(5) Ahmet İnsel et Ali Bayramoğlu (dir.), *Bir Zümre, Bir Parti : Türkiye'de Ordu* (L'armée en Turquie : une couche, un parti), Istanbul, Birikim, 2004.

(6) Par ces termes, qui d'un point de vue discursif fondent la légitimité de l'institution militaire, nous entendons la capacité ou la volonté de se situer au-dessus du social, d'agir et de se projeter dans l'avenir à partir des logiques organisationnelles propres et des postures qui seraient dictées non pas par des enjeux d'un moment donné mais par des intérêts de la « nation éternelle ».

Son ingénierie de pouvoir, présentant des variations importantes dans la durée, est donc élaborée en fonction des intérêts et des attentes des officiers qui la dirigent, des contraintes et des opportunités qui se présentent à eux et des appréhensions subjectives qu'ils ont d'un problème politique donné.

1908, une armée unioniste

Pour comprendre la naissance de la dissidence militaire de 1908, qui est largement encadrée par le Comité Union et Progrès, il faut d'abord rappeler brièvement le contexte d'intronisation de Sultan Abdülhamid II (1842-1918) à la veille de la dévastatrice guerre ottomano-russe de 1877-1878. Abdülaziz (1830-1876), oncle d'Abdülhamid II, est détrôné par une révolution de palais portant la marque des étudiants des *medrese*s, établissements d'enseignement religieux, mais aussi des officiers de haut rang, qui sont leurs alliés. Depuis ce jour, le « Sultan rouge » comme l'appellent ses opposants, craint autant l'armée que la guerre ; l'armée, puisqu'il tient les militaires (qui pesèrent de tout leur poids dans le déclenchement du conflit avec la Russie sans y être prêts) pour responsables de la fin tragique d'Abdülaziz, retrouvé les veines ouvertes ; et la guerre, puisque selon lui, « les guerres victorieuses épuisent la nation tout autant que celles qui se soldent par une défaite. Les valeurs comme "la gloire et l'honneur" ne peuvent être célébrées que dans des pays prospères, dont le présent et l'avenir sont garantis. Il n'y a rien de plus risible et plus tragique que des va-nu-pieds affamés qui courent après "la gloire et l'honneur" [1] ». Pour conjurer tout risque de nouvelle guerre, le Sultan suit une politique étrangère très prudente : son long règne, marqué notamment par le massacre à grande échelle des Arméniens entre 1894 et 1896, ne connaît pas de conflit externe majeur. De même, il développe toute une ingénierie politique consistant à promouvoir les officiers issus du rang (les *alayli*), qui lui doivent tout, à la tête de l'armée, et met sur pied un réseau parallèle de pouvoir, doublé, dans l'espace arméno-kurde, d'une force milicienne tribale appelée les Cavaleries légères Hamidiyye.

Enfant pauvre du règne hamidien, l'armée est travaillée, notamment au tournant du 20e siècle, par des tensions que le Sultan n'est pas en mesure de comprendre. Il s'efforce d'établir des rapports hiérarchiques stricts pour soumettre les jeunes officiers à l'autorité des vieux généraux ; mais les officiers formés à l'école militaire (et plus particulièrement à l'école militaire de médecine) sont loin de se reconnaître dans ce modèle d'obéissance et de reproduction. Acquis pour l'essentiel au darwinisme social et à l'imaginaire de la « nation en armes » que cultive « Goltz Pacha » [2], précurseur de la théorie de la guerre totale et maître à penser vénéré, ils associent la stabilité que prône le sultan à une forme de dégénérescence. Patriotes, ils mènent une guerre étrange dans les territoires balkaniques où ils combattent des comités révolutionnaires bulgares, grecs et serbes, avec lesquels ils entretiennent cependant une réelle complicité, aussi bien en termes d'idées que de socialisation, notamment dans les cafés de Salonique. Ces « ennemis » représentent à leurs yeux le modèle à imiter pour abattre leur propre « père », coupable de trahison à la nation. Certains officiers, parmi lesquels le futur général Kâzım Karabekir, qui joua un rôle essentiel dans la guerre d'Indépendance de 1919-1922, estiment que le régicide est légitime mais qu'il est inadmissible qu'« un *padişah* turc soit

(1) *Sultan Abdülhamid'in Hatıra Defteri* (Le journal du Sultan Abdulhamid), Istanbul, Pınar Yayınları, 1985, p. 35.

(2) Colmar Freiherr von der Goltz (1843-1916) joua un rôle important dans la réorganisation de l'armée ottomane et rédigea, en 1897, un article intitulé *Stärke und Schwäche des türkischen Reiches* (Forces et faiblesses de l'Empire turc).

assassiné par des non-Turcs[1] ». « Que feronsnous si Abdülhamid ne meurt pas [de sa belle mort] », interroge Enver Bey, l'un des futurs hommes forts de l'Empire, pour s'entendre répondre : « S'il ne meurt pas, nous le tuerons[2]. » Si Abdülhamid II a écrasé dans le sang la révolte macédonienne de 1903, mais aussi fait son deuil par anticipation des Balkans pour envisager l'avenir de son État dans le cadre territorial anatolien[3], ces officiers viennent pour l'essentiel des Balkans, région où les Turcs musulmans constituent une minorité et se considèrent comme *evlad-ı fatihan* (les enfants des conquérants). Ils s'estiment, à ce titre, les *primi inter pares* de la famille ottomane. Par contraste avec leurs chefs militaires, qui sont vieux (on compte des maréchaux de quatre-vingt-cinq ans) et parfois illettrés, ces jeunes, pour la plupart polyglottes, sont nés entre 1874 et 1881. Ils conjuguent, dans une même philosophie axiologique, la croyance dans la science et un profond mysticisme se traduisant par l'allégorie de « puits du destin » (*kader kuyusu*), équivalant turc de la roue de la fortune. Nationalistes, ils sont convaincus qu'ils doivent agir pour sauver la patrie et accomplir une grandiose mission historique, mais sans assumer la responsabilité de leurs actions qui, elle, incombe seule au destin. Membres du principal corps chargé d'assurer la défense du régime du sultan, ils constituent dans les faits la plus grande menace à son encontre. Ils forment, après 1905, l'ossature même du Comité Union et Progrès, organisation fondée en 1889 au sein de l'École militaire de médecine, mais dont les activités se limitent pendant des années à dénoncer le régime hamidien en Europe. Leur adhésion, d'une part, donne le signal de la militarisation de l'action unioniste et, d'autre part, marque l'ascension de deux médecins militaires, Bahaeddin Şakir (1877-1922) et Dr. Nazım (1870-1926), adeptes du darwinisme social.

Il n'est pas lieu d'insister ici sur le contexte et les modalités de l'intervention de ces jeunes officiers dans l'arène politique entre 1908 et 1913. Il importe cependant de souligner qu'elle prend, dans un premier temps, la forme d'un ultimatum lancé au Palais, suivi d'un *pronunciamiento* qui leur permet d'accéder au pouvoir. Certes, dans le nouveau gouvernement que le Sultan est obligé de constituer, les Unionistes n'occupent pas les principaux postes, mais le centre névralgique du pouvoir est déplacé de la Sublime Porte au siège du Comité Union et Progrès, qui se trouve à Salonique et non à Istanbul. Et c'est en tant qu'organe occulte, dont l'identité des membres et les modes de fonctionnement restent secrets, que le Comité exige des officiers de lui prêter serment « de servir le Comité ottoman d'Union et Progrès jusqu'au dernier souffle de ma vie pour protéger la liberté de la patrie et de tuer, de mes propres mains, toute personne osant œuvrer ou complotant contre lui[4] ». La mainmise unioniste sur le pouvoir va d'ailleurs de pair avec des purges massives : dès 1908, vingt-sept mille fonctionnaires, parmi lesquels nombre de militaires, sont mis à la retraite, avant une nouvelle purge qui concerne huit cents autres officiers en 1913. L'imposition d'une limite d'âge (soixante-cinq ans pour les généraux, soixante-huit ans pour les maréchaux) constitue un autre pas majeur dans l'ascension des jeunes officiers unionistes aux postes de responsabilité[5].

(1) Kâzım Karabekir, *İttihat ve Terakki Cemiyeti, 1896-1909 : Neden Kuruldu ? Nasıl Kuruldu ? Nasıl İdare Olundu ?* (Le Comité Union et Progrès : pourquoi et comment fut-il fondé ? Comment fut-il dirigé ?), Istanbul, Türdav Ofset, 1983, p. 73-74.

(2) *Ibid*., p. 99 et 134.

(3) David Kushner, *The Rise of Turkish Nationalism, 1876-1908*, Londres, Frank Cass, 1977.

(4) Serment datant du 3 août 1908, cité dans Yusuf Hikmet Bayur, *Türk İnkilabı Tarihi* (Histoire de la révolution turque), Ankara, TTK Yayınları v° 1-1, 1973, p. 75.

(5) Carter V. Finley, *Bureaucratic Reform in the Ottoman Empire : The Sublime Porte, 1789-1922*, Princeton, Princeton University Press, 1980, p. 224.

La radicalisation unioniste et le coup d'État de 1913

La période allant de 1908 à 1913 est celle d'une radicalisation du Comité Union et Progrès qui se considère comme « l'âme de l'État » et la « Ka'ba de la liberté », et s'ancre de plus en plus exclusivement dans le nationalisme turc. Les scènes de fraternisation des imams, prêtres et rabbins, célébrant ensemble l'avènement de la « Liberté » en juillet 1908 et l'effervescence politique et culturelle dont témoignent nombre de villes ottomanes laissent progressivement place au culte de *zabt-ı rapt* (« ordre et discipline »), que les idéologues unionistes justifient par la nécessité de rompre avec la « doctrine des droits de l'Homme se propageant comme un microbe »[1]. Cette crispation disciplinaire, qui va de pair avec l'orientation « turquiste », est déjà perceptible dans la correspondance interne du Comité central du Comité Union et Progrès qu'analyse l'historien Şükrü Hanioğlu[2]. Mais désormais, elle s'inscrit dans un processus marqué par une urgence axiologique qu'on peut expliquer avant tout par le contexte international de proclamation de l'indépendance bulgare, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, l'insurrection et l'indépendance albanaises, l'occupation de la Tripolitaine de Barbarie par l'Italie, la lourde défaite de 1912 face à la coalition des États balkaniques, qui crée un sentiment d'humiliation et une réelle panique parmi les Unionistes. Un éditorialiste de l'époque s'en explique :

> « Nous avions déjà perdu la Serbie, la Bulgarie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Crète. Maintenant c'est le tour de la Roumélie et dans deux ans, Istanbul sera également perdu. Le saint islam et la respectable ottomanité vont se déplacer à Kayseri. Kayseri deviendra notre capitale, Mersin notre port, l'Arménie et le Kurdistan nos voisins et les Moscovites nos maîtres[3]. »

Mais la densité événementielle politique interne de la capitale ottomane est marquée par l'insurrection des soldats de rang d'Istanbul en 1909 contre les jeunes officiers qui « insultent notre religion », par la fragilisation puis par le renversement du gouvernement unioniste le 12 juillet 1912 et l'émergence d'un comité militaire secret et concurrent. Ces soubresauts provoquent également un sentiment de « dos au mur » au sein des Unionistes. Le coup d'État de janvier 1913 qu'organise Enver Bey, l'un des deux officiers emblématiques du *pronunciamiento* de 1908, est à la fois une conséquence et une réponse à ces événements.

Le putsch s'avère lourd d'effets transformateurs à la fois immédiats et à long terme, dont le premier est l'assassinat du ministre de la Guerre Nazım Pacha (né en 1848) et son remplacement, quelques mois après, par Enver Bey, architecte de ce coup de force, qui n'a que trente-deux ans. Il marque, symboliquement, une relève au sein de l'armée, que seule la force, voire le parricide, est en mesure d'autoriser. Au grand vizir qui émet quelques réserves quant à sa nomination à ce poste clé, Enver répondra sans ambiguïté :

> « Sauf votre respect, je crains de n'avoir pas pu exprimer clairement ma position. Il a été décidé que j'occuperai le poste de ministre de la Guerre dans votre cabinet, qui est un gouvernement d'Union et Progrès. Cette décision et cette demande sont unanimement acceptées et connues non seulement à l'intérieur mais aussi

(1) Ziya Gökalp, *Makaleler I* (Articles : I), Istanbul, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1976, p. 156.

(2) M. Şükrü Hanioğlu, *Preparation for a Revolution : The Young Turks, 1902-1908*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

(3) Cité par Uğur Umit Üngör, « Young Turk Social Engineering : Mass Violence and the Nation State in Eastern Turkey, 1913-1950 », thèse de doctorat, Université d'Amsterdam, 2009, p. 89-90.

à l'extérieur [du pays]. L'Allemagne et les autres États sont déjà informés de ma nomination[1]. »

La deuxième conséquence immédiate est la nomination à la tête du nouveau gouvernement de Mahmud Şevket Pacha (1856-1913), le général qui avait mis sur pied l'Armée de l'action lors de l'insurrection d'Istanbul en 1909. L'assassinat, dans des circonstances non élucidées, de ce nouvel homme fort de pouvoir (11 juin 1913), qui tente de préserver l'autonomie de l'armée par rapport aux unionistes, offre au Comité l'occasion de supprimer le pluralisme politique, d'exécuter les chefs de l'opposition libérale ou de les contraindre à l'exil. Le règne de parti unique qu'il instaure signifie avant tout l'arrivée au pouvoir d'une troïka composée des « Trois Pachas », Cemal, Enver et Talat, dont les deux premiers sont des militaires de carrière, et le dernier un civil formé dans un lycée militaire. L'armée et l'Intérieur, confiés à Talat, se taillent désormais la part du lion dans le budget. En 1914, la somme des crédits alloués au ministère de la Guerre dans le budget national s'élève à 6 millions de livres, tandis que 1 050 000 sont accordés à l'Intérieur, 500 000 à l'Éducation et 557 000 aux Travaux publics[2].

Les militaires sont donc au pouvoir, mais on ne peut pour autant parler d'une dictature militaire dans le sens où le pouvoir unioniste est un cartel uni dans sa quête de pouvoir, mais fragmenté dans son fonctionnement. Chacun des trois ministres dispose de ses propres réseaux para-étatiques, qui correspondent dans les faits à autant de forces de frappe privées. Le pacte qui lie les « Trois Pachas » ne peut être dissout sans compromettre l'existence du cartel dans son ensemble, d'où sa capacité à s'inscrire dans la durée, mais aussi son incapacité à donner naissance à une administration ou à une force armée un tant soit peu professionnelles.

Enfin, la dernière conséquence du coup d'État de 1913 réside dans la constitution d'un double organe secret, appelé, l'un et l'autre, Techkilat-ı Mahsusa (Organisation spéciale), dépendant respectivement des Dr Bahaeddin Şakir et Nazım, proches de Talat et d'Enver[3]. En un sens, le Comité Union et Progrès perd toute existence autonome par rapport à cette structure, qui met en place la politique de déportation des Grecs, puis, à partir de mars-avril 1915, le génocide arménien. L'administration civile, notamment au niveau provincial, et les commandants des fronts de l'Est sont soumis à son autorité[4].

> « Il n'y avait pratiquement pas de commandant qui ne maugréât pas contre les bandes de Techkilat-ı Mahsusa. Şerif [İlden], commandant du 9e corps d'armée, les trouvait nuisibles, inutiles, et déplorait que ses meilleurs officiers ainsi que les plus braves [combattants] d'Erzurum fussent mis à la disposition de la Techkilat. Baki [Vandemir] se plaignait également que Bahaeddin Şakir se mêlait de toutes les affaires concernant le front[5]. »

Mais l'importance de ce double organe, fort de quelque trente mille militaires, volontaires et repris de justice compris, ne se limite pas au rôle qu'il joue au cours de la Grande Guerre. Une partie significative des personnalités qui

(1) Mustafa Ragıp Esatlı, *İttihat ve Terakki* (Union et Progrès), Istanbul, Hürriyet Yayınları, 1975, p. 179.

(2) İlber Ortaylı, *Türkiye Idare Tarihi* (Histoire de l'administration en Turquie), Ankara, TODAIE, 1979, p. 307.

(3) Vahakn N. Dadrian et Taner Akçam, *« Tehcir ve Taktil » : Divan-ı Harb-i Örfi Zabıtları. İttihad ve Terakki'nin Yargılanması, 1919-1922* (« Déportations et massacres » : procès verbaux de la Cour martiale. Le procès d'Union et Progrès, 1919-1922), Istanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2010. Nommé proconsul de la Syrie et du Liban, Cemal Pacha ne participe pas à la première phase du génocide des Arméniens, mais organise la déportation, très meurtrière, des survivants, en Syrie même.

(4) Cemal Kutay cité par Vahakn N. Dadrian et Taner Akçam, *« Tehcir ve Taktil »...*, *op. cit.*, 2010, p. 283.

(5) Ali Birinci, *Tarihin Gölgesinde : Meşahir-i Meçhûleden Birkaç Zat* (À l'ombre de l'histoire : quelques célébrités inconnues), Istanbul, Dergah Yayınları, 2001, p. 200.

dirigent la Turquie kémaliste des années 1920 aux années 1950 ont servi dans ces organes. Ces hommes, dont la plupart sont très jeunes pendant la Première Guerre mondiale, ont également procédé à un transfert d'expériences des Balkans vers l'Anatolie, et de savoirs du domaine militaire vers le domaine social, notamment dans la mise en place d'une ingénierie démographique consistant à homogénéiser l'espace anatolien.

Recentralisation et soumission de l'armée (1922-1945)

La débâcle ottomane à la fin de la Première Guerre mondiale, suivie de la fuite en Europe de la troïka et de nombreux dirigeants unionistes, dont Bahaeddin Şakir à la fin du mois d'octobre 1918, crée une situation militaire pour le moins complexe dans un Empire réduit à une peau de chagrin après la perte des provinces arabes : en dehors de la 3e armée de Kâzım Karabekir (1882-1946), stationnée à la frontière caucasienne en proie à l'instabilité politique, le pays ne dispose plus d'armée. Mais les structures de la Techkilat-ı Mahsusa restent pratiquement intactes et se transforment en milices paramilitaires, élargies à de nombreuses bandes constituées à la faveur de l'effondrement de l'autorité étatique. À défaut d'une politique de centralisation (rendue impossible par les sanctions qu'imposent les Alliés et par l'occupation d'une partie de l'Anatolie, puis d'Istanbul), les provinces gagnent en autonomie, où les notabilités comme les gouverneurs ou les sous-préfets, nommés par l'ancien pouvoir unioniste, agissent de concert avec ces forces paramilitaires. Déjouant les projets des leaders unionistes consistant à exercer un contrôle à distance sur l'Anatolie, Mustafa Kemal s'appuie sur ces forces pour lancer la résistance contre l'occupant grec, avant de parvenir soit à les intégrer, soit, le cas échéant, à les décimer. Ainsi se nouent entre l'unionisme et le kemalisme un étrange lien de continuité, idéologique et organique, continuité étudiée par Erik-Jan Zürcher[1], ce qui n'exclut pas des ruptures. La victoire contre l'armée grecque (26 août-9 septembre 1922), suivie de l'évacuation d'Istanbul et des Dardanelles par les forces alliées, apporte une indéniable légitimité à Mustafa Kemal et lui permet de présenter la guerre de l'Indépendance comme une phase révolutionnaire propre, débouchant sur un pouvoir révolutionnaire *sui generis*, sans lien avec le passé. Issu d'une dissidence militaire, le kémalisme finit ainsi par donner naissance à une nouvelle armée centralisée.

Le pouvoir kémaliste, dont la plupart des cadres sont des militaires, voire des anciens de la Techkilat-ı Mahsusa, est synonyme de dictature d'un parti unique fusionné avec l'État en 1937, et non de dictature d'une armée. Il ne faut pas oublier en effet que le kémalisme s'inspire largement de l'Italie mussolinienne et de l'URSS stalinienne et se conçoit comme le troisième pôle d'un monde qu'il espère profondément antilibéral. Règne d'un « chef éternel », il ne peut aucunement être assimilé à un régime militaire, même si l'armée intervient discrètement, mais avec efficacité, pour régler la question de la succession de Mustafa Kemal en 1938. Elle insiste dans un premier temps pour que le maréchal Fevzi Çakmak (1876-1950), son chef d'état-major, accède à la présidence de la République ; face au refus de celui-ci, son choix se porte sur Ismet Inönü (1884-1973), militaire de carrière, ancien numéro deux du régime, évincé un an plutôt.

Le kémalisme constitue en Turquie une période exceptionnelle, dans le sens où les structures du parti unique permettent une réelle centralisation de l'État, arrêtant ainsi le

(1) Erik-Jan Zürcher, *The Unionist Factor : The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement, 1905-1926*, Leyde, Brill, 1984.

processus de fragmentation que l'on observait sous le régime unioniste, et *a fortiori* pendant les années 1919-1922. D'une part, la monopolisation des ressources économiques et symboliques par une élite au pouvoir et, d'autre part, l'arbitrage des conflits internes au pouvoir par Mustafa Kemal, dont la légitimité n'est nullement contestée expliquent ce succès. L'humiliante éviction de la plupart des généraux qui l'ont accompagné pendant la guerre d'indépendance dès 1925, le procès de 1926 qui a permis la mise à mort des derniers unionistes refusant de se ranger sous son autorité et, enfin, le congrès de son parti en 1927, au cours duquel il impose sa vision de l'histoire de la guerre d'indépendance dans un discours de près de mille pages, avaient fait de Mustafa Kemal un chef unique à la tête d'un État quasi organique. L'armée n'a ni la possibilité ni l'ambition d'intervenir dans l'espace politique comme un acteur autonome contre ce père fondateur ou contre son successeur, également un général. S'il n'y a pas de doute que certains militaires (tout comme nombre de bureaucrates civils) vivent l'époque kémaliste comme un « exil intérieur », voire adhèrent, au nez et à la barbe de la hiérarchie militaire, au courant Nurcu[1], l'écrasante majorité des jeunes officiers, portés par l'élan de la « révolution », se considère comme le pilier de la « génération Atatürk ». Cette allégeance personnelle constitue un obstacle majeur devant toute dissidence ou toute fragmentation interne.

Pluralisme politique et régime militaire (1945-1960)

Le passage au pluralisme politique en 1945 est rendu inévitable par le rapprochement de la Turquie, qui avait mené une politique très germanophile pendant la Seconde Guerre mondiale, avec les États-Unis pour contrer les pressions soviétiques. Il ouvre une période d'éclosion de ressources économiques et politiques, de nature clientéliste et symbolique, contrastant fortement avec la situation des décennies précédentes. Acceptée, même de mauvaise grâce, par le président Inönü, compagnon d'armes de Mustafa Kemal, l'alternance politique donne cependant naissance à une tension systémique, voire à un conflit entre les militaires et le gouvernement d'Adnan Menderes (1899-1961), accusé de trahison à l'héritage kémaliste, notamment dans sa gestion de la question religieuse. Nombre d'officiers, nettement déclassés dans le contexte de l'ouverture à l'économie de marché qui va de pair avec l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie, se considèrent comme l'incarnation de la nation, entité distincte du peuple qui, dans ses égarements, choisit des majorités « populistes », « corrompues », voire « traîtresses ». S'ils ne sont pas hostiles au pluralisme politique en soi, ils ne sont pas moins partisans d'une « démocratie » dans laquelle les « élites conscientes » et les « forces vives », à savoir les instances non élues « incarnant la nation », joueraient le rôle de tutelle et d'arbitre du système politique. Une partie des intellectuels et des universitaires, formés à l'époque kémaliste, également déclassés dans le nouveau contexte économique et tout autant révoltés par la « trahison » des élus, au demeurant très autoritaires, partagent la même sensibilité.

Dirigée par des généraux, majoritairement trop jeunes pour avoir participé à la guerre d'indépendance, l'armée ne représente cependant plus un corps uni comme cela fut le cas durant la période kémaliste. Les jeunes officiers suivent de près l'évolution de leurs homologues arabes qui, de l'Irak à l'Égypte, se font les porte-parole de l'idéal nationaliste et de

(1) Nurculuk : école de pensée et organisation fondées par un religieux kurde, Said-i Nursi (alias Said-i Kurdî), misant notamment sur les classes moyennes et promouvant « l'être musulman » par la résistance pacifique en contexte de répression kémaliste.

l'indépendance de leur pays. Ils cultivent une hostilité affichée à l'encontre du pouvoir et de leur propre hiérarchie accusée de capitulation devant Adnan Menderes. Dès la seconde moitié des années 1950, plusieurs comités secrets, de tendance plus ou moins kémaliste [1], voient le jour et l'un d'eux organise, dans un contexte de tension extrême entre les étudiants de l'Université et le pouvoir, le coup d'État du 27 mai 1960.

Cette première intervention militaire de la période multipartite traduit la coexistence paradoxale, au sein de l'armée, d'un esprit de corps unificateur et d'une fragmentation interne ; elle est la base des tensions que seul le recours à la force permettra de surmonter. Les officiers putschistes, qui se placent sous le commandement de Cemal Gürsel (1895-1966), seul haut gradé parmi eux, sont pour la plupart jeunes (leur cadet, Muzaffer Özdağ, n'a que vingt-sept ans) et sont loin de représenter l'ensemble des comités secrets constitués au sein de l'armée. En même temps, ils se considèrent comme l'essence même de l'armée, dont les fonctions sont définies à partir d'une mission historique consistant à préserver l'État et la nation, appréhendés comme entités méta-historiques. Certes, le régime militaire se veut justicier et obtient la mise à mort du Premier ministre Adnan Menderes et de deux de ses ministres, à l'origine d'un traumatisme historique profond en Turquie ; il impose aussi l'élection de Gürsel comme président de la République à une Assemblée élue en 1961 qui manifeste quelques velléités d'autonomie [2]. Mais il montre également combien l'armée est minée par des crises internes et externes, à commencer par une crise de légitimité, aggravée malgré l'« octroi » d'une Constitution plutôt libérale au « peuple ». Pour surmonter cette carence, il nomme Ismet Inönü, successeur d'Atatürk et chef de l'opposition contre Menderes, à l'âge de soixante-seize ans, au poste de Premier ministre. Aussi symbolique soit-il, ce geste est trop maigre pour doter la junte d'une historicité remontant à la période mythique de fondation. L'arrivée d'Inönü au pouvoir est au contraire accueillie par l'électorat de l'ancien Parti démocrate de Menderes comme la revanche de la bureaucratie étatique sur la volonté du peuple. Ce dernier prend à son tour sa revanche dès les élections législatives de 1965, lorsqu'il permet au Parti de la Justice (Adalet Partisi) qui se veut continuateur du Parti démocrate, d'écraser le Parti républicain du Peuple d'Inönü.

À cette crise de légitimité s'ajoute une crise de la cohésion : certes, les officiers qui prennent le pouvoir procèdent à des purges massives au sein de l'armée et le tribunal militaire condamne à la prison à vie le chef d'état-major Rüştü Erdelhun (1894-1983), accusé de compromission avec le pouvoir déchu. Mais ils sont aussi divisés entre les partisans d'une droite radicale, réunie autour du colonel Alparslan Türkeş (1917-1997), connu pour ses sympathies pronazies durant les années de la guerre, et un courant dirigé par Talat Aydemir (né en 1917), qui tente de « gauchiser » le régime militaire et est exécuté en 1964 après deux tentatives de coup d'État qui conduisirent les armées de terre et de l'air au

(1) Doğan Akyüz, *Askeri Müdahelelerin Orduya Etkisi : Hiyerarşi Dışı Örgütlenmeden Emir-Komuta Zincirine* (L'impact des interventions militaires sur l'armée : de l'organisation extra-hiérarchique à la chaîne de commandement), Istanbul, İletişim Yayınları, 2002.

(2) Évoquant la candidature non autorisée d'Ali Fuad Başgil (1893-1967), le général Sıtkı Ulay (1907-1997) se souvient : « Pensant qu'il allait devenir le président [de la République], le professeur [Başgil] faisait état de ses services militaires et de son commandement durant la guerre d'Indépendance. Je l'ai coupé : "je serai, ici et maintenant, franc avec toi, je lui ai dit. La jeep qui va t'emmener est prête. Ils vont te mettre dans cette jeep et t'emmener là-haut [sur les collines d'Ankara]. On ne sait pas ce qu'il t'arrivera là-haut. Peut-être qu'ils ont déjà creusé ta tombe à Etlik". » (Mehmet Ali Birand, Can Dündar et Bülent Çaplı, *İhtilalin Pençesinde* (Dans les griffes du coup d'État), Ankara, İmge Kitabevi, 1994, p. 31.)

bord de la guerre. Enfin, dans le contexte de radicalité sociale que connaît la Turquie dans les années 1960, l'armée affronte également une crise de sens : une partie des officiers est acquise à un kémalisme défini à partir de la gauche et se positionne comme « anti-impérialiste » ; l'autre partie, notamment la nouvelle hiérarchie militaire réunie autour du général Cevdet Sunay (1889-1982), élu président de la République après la mort de Cemal Gürsel en 1966, est profondément anticommuniste. Ils font le choix d'ancrer l'armée dans le camp d'une droite autoritaire et ultranationaliste. En quelques années seulement, l'élan « progressiste » des jeunes officiers de 1960, laisse place à la formation d'un *establishment* institutionnalisé, commandé par de vieux généraux anticommunistes, à l'image de ceux qu'on observe alors en Grèce ou en Amérique latine.

Le tournant des années 1970

Au cours de la décennie 1960, l'armée turque connaît des transformations radicales. Pilier de l'OTAN dont elle constitue le front de l'Est dans la guerre froide, elle profite des aides américaines et s'initie à la doctrine contre-insurrectionnelle que le Pentagone propage à travers le monde. Elle se dote aussi d'une mutuelle, la fameuse Ordu Yardımlaşma Kurumu (OYAK, mutuelle d'entre-aide de l'armée), qui devient rapidement l'une des trois ou quatre plus grandes puissances économiques du pays et assure des revenus considérables à la caste dorée des généraux. La constitution de l'OYAK reconfigure les rapports entre les hauts gradés de l'armée et la bourgeoisie d'Istanbul : ci-devant déclassés, les généraux sont désormais intégrés au monde des affaires, leurs intérêts devenant inséparables, y compris dans la lutte livrée contre le mouvement ouvrier qui connaît alors une nette radicalisation. Mais cet atout aiguise les postures anti-impérialistes des jeunes officiers aux faibles assises sociales, et partant, fragilise l'armée. Les généraux de haut rang s'inquiètent du « réveil social [qui] devance le développement économique[1] » et compromet la stabilité du pays et leurs propres profits. Or leur politique ouvertement antisociale, qui consiste notamment à interdire ou du moins à restreindre les grèves, est interprétée comme une trahison par les jeunes officiers.

Lecteurs des auteurs kémalistes de gauche comme Mümtaz Soysal (né en 1929) ou Doğan Avcıoğlu (1926-1983), en contact avec les dirigeants de la jeunesse contestataire de gauche qui optent pour la lutte armée au tournant des années 1970, les jeunes officiers comptent prendre le pouvoir le 9 mars 1971. Avortée, leur tentative de putsch est suivie le 12 mars 1971 par l'intervention musclée de la hiérarchie militaire qui, par le truchement d'un ultimatum, exige des civils la mise en chantier des « réformes atatürkistes ». Le gouvernement de droite de Süleyman Demirel démissionne pour être remplacé par un gouvernement technocratique dirigé par Nihat Erim (1912-1980). Le principal programme de ce régime consiste à « tomber comme une massue sur la tête de la gauche[2] », effectivement décapitée ; de nombreux jeunes officiers de gauche sont également arrêtés, torturés et, naturellement, expulsés de l'armée. Le régime militaire ne dure que trois ans et demi, une période suffisante pour se discréditer, au point d'échouer à imposer l'élection de son chef Memduh Tağmaç (1904-1986) à la présidence de la République. Malgré son piètre bilan, l'« épisode 12 mars » montre que d'arbitre, l'« institution » peut, à tout moment de crise politique, sociale et économique aiguë, devenir maîtresse de l'espace politique.

(1) Cité dans Emin Değer, *CIA, Kontr-Gerilla ve Türkiye* (CIA, contre-guérilla et Turquie), Ankara, sans éditeur, 1978, p. 175.

(2) İsmail Cem, *12 Mart* ([Le régime militaire du] 12 mars), Istanbul, Cem Yayınları, 1973, p. 434.

Le coup d'État du 12 septembre 1980

Si l'épisode de 1971 témoigne de l'incapacité de l'armée à être imperméable aux pressions sociales et aux radicalismes politiques qui secouent la Turquie, celui de 1980 montre au contraire sa capacité à se légitimer par une posture supra-sociale, qui est cependant en grand décalage avec la réalité. Rappelons d'abord le contexte : après avoir écrasé la contestation de la gauche radicale, dont des dizaines de leaders sont exécutés ou tués, le régime militaire de 1971-1973 s'efface de la scène pour laisser en héritage une situation d'ingouvernabilité totale, aggravée par la plus grande crise économique que connaît la Turquie pluraliste. Alors que les affrontements entre la droite et la gauche radicales, reprenant dès 1974, font des milliers de morts et s'articulent avec des clivages ethniques et confessionnels pour prendre parfois la forme de pogroms, les gouvernements dirigés par Süleyman Demirel, leader du plus grand parti de droite, et Bülent Ecevit (1928-2006), celui du centre gauche, se succèdent sans réunir les conditions d'une sortie de crise. Enfin, alors que le Moyen-Orient est secoué par les effets de la révolution iranienne et de l'occupation de l'Afghanistan en 1979, les perspectives d'une guerre civile, que craignent nombre d'observateurs aussi bien en Turquie qu'au sein de ses alliés de l'OTAN, alimentent une demande croissante d'un Léviathan capable de suspendre l'État de droit pour assurer la stabilité du pays.

Le chef d'état-major Kenan Evren (né en 1917), qui interprète le kémalisme de manière conservatrice, ultranationaliste et quelque peu islamisante, s'impose comme l'homme de la situation. Son règne direct de trois ans, qui commence par le coup d'État du 12 septembre 1980 pour se prolonger dans les faits encore six années après sa fin officielle en 1983, est le plus brutal des trois régimes militaires qu'a connus la Turquie pluraliste. Une cinquantaine de militants, pour l'essentiel de la gauche radicale, sont exécutés, plusieurs centaines d'autres sont assassinés ou trouvent la mort sous la torture.

Ce nouveau régime militaire n'est cependant pas aussi supra-social qu'il se présente. Gouvernant par décret, le général Evren et son Premier ministre Bülent Ulusu (né en 1923), ancien chef d'état-major de la marine, suspendent les grèves, gèlent les salaires et se font les défenseurs de la bourgeoise d'Istanbul, en ouvrant également la voie à celle des provinces anatoliennes. S'ils définissent la droite et la gauche radicales ainsi que le nationalisme kurde comme des pathologies à soigner par une surdose de kémalisme, ils adoptent l'essentiel du programme de la droite radicale sous le label de « synthèse turco-islamique ». L'un des dirigeants de la droite radicale, Agâh Oktay Güner, n'a pas tort de se plaindre « que nos idées sont au pouvoir alors que nous-mêmes sommes en prison[1] ». Ces proximités de classe ou d'idéologie n'empêchent pourtant pas l'élargissement considérable de l'autonomie de l'État par rapport à la société, y compris par rapport aux acteurs qui lui apportent leurs soutiens, parmi lesquels la bourgeoisie d'Istanbul. Et cette autonomie porte la marque de l'institution militaire. Désormais, au-delà du Conseil national de sécurité (CNS), véritable instance de décision dans tous les domaines sensibles, de la question kurde à la contestation islamiste, composé pour l'essentiel des militaires, tous les organes de l'État, du haut conseil à l'Enseignement supérieur au haut conseil de l'Audiovisuel, comprennent un ou plusieurs militaires. La Constitution de 1982, dictée par plébiscite alors que toute campagne en faveur de « non » est criminalisée, ne porte pas seulement la

(1) Tanıl Bora et Kemal Can, *Devlet, Ocak, Dergâh. 12 Eylül'den 1990'lara Ülkücü Hareket*, (État, foyer, couvent : le Mouvement idéaliste du 12 septembre [1980] aux années 1990), Istanbul, İletişim Yayınları, 1991, p. 107.

marque du militarisme ; il vise ouvertement la création d'une société militaire.

Ce rapide survol permet de saisir combien l'armée, se présentant par moments comme chantre de la liberté et de la démocratie (1908, 1960), instaure avant tout des régimes profondément disciplinaires, ancrés dans un nationalisme exclusif. De même, si elle parvient à s'imposer comme un acteur central de l'espace politique sur de si longues décennies, elle le fait souvent au prix de sa fragmentation interne. La période kémaliste, la seule durant laquelle l'armée est à la fois soumise *et* centralisée, ne doit pas faire perdre de vue que ce pouvoir « révolutionnaire » doit lui-même son acte de naissance à une dissidence militaire. En dehors de cette exception notable, l'armée est le théâtre soit d'une pluralité de coteries, comme ce fut le cas pendant les années 1908-1918, soit de fortes tensions internes, à l'instar de celles des décennies 1960-1970. Tout en disposant d'un esprit de corps propre, elle se trouve exposée aux tensions et aux déchirures politiques et idéologiques de la Turquie, au point d'en devenir la caisse de résonance. Son autonomie, bien réelle, n'est pas à l'abri de toute secousse.

S'il est vrai que le coup d'État de 1980, qui parvient à imposer l'armée comme un corps uni sur la scène politique, permet de sortir de ce processus de fragmentations et de tensions, il inaugure aussi une période au cours de laquelle les conflits internes au sein des organes coercitifs de l'État (qui politisent et militarisent à l'extrême la police, augmentent le nombre de services de renseignement et permettent le recrutement massif des anciens militants de la droite radicale, eux-mêmes en fusion avec les structures mafieuses, comme les escadrons de la mort) se font particulièrement sanglants[1]. Cet épisode décisif reconfigure radicalement les rapports de pouvoir en Turquie.

Hamit Bozarslan, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (Cetobac), CNRS, 75013, Paris, France.

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), **Hamit Bozarslan** est l'auteur notamment des ouvrages suivants : *Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours* (Tallandier, 2013), *Sociologie politique du Moyen-Orient* (La Découverte, 2011), *Conflit kurde : le brasier oublié du Moyen-Orient* (Autrement, 2009), *Une histoire de la violence au Moyen-Orient : de la fin de l'Empire ottoman à al-Qaïda* (La Découverte, 2008). Ses études actuelles portent sur la sociologie politique et historique du Moyen-Orient. (hamit.bozarslan@ehess.fr)

(1) Hamit Bozarslan, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, Abu Dhabi, ECSSR, 1999.